A colorful illustration of seven diverse children of various ages and ethnicities working together to hold up a large white rectangular banner. Two children are standing on ladders at the top corners, holding the banner's edges. On the left, a girl in a blue shirt and yellow pants holds a ladder, with a boy in an orange shirt sitting on her shoulders. A girl in a blue dress is kneeling on the ground at the bottom left corner. On the right, a boy in a purple shirt holds a ladder, with a girl in a green shirt sitting on his shoulders. A girl in a pink dress is standing on the ladder at the top right corner. The banner is taut and serves as a background for the text.

Améliorer la compréhension de l'OPCP chez les enfants et les jeunes

**PROTOCOLE FACULTATIF A LA
CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE
L'ENFANT Etablissant une procédure
de présentation de communications**

Améliorer la compréhension de l'OPCP chez les enfants et les jeunes



**PROTOCOLE FACULTATIF A LA CONVENTION
RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT
ETABLISSANT UNE PROCEDURE DE
PRESENTATION DE COMMUNICATIONS**



Remerciements

Nous souhaitons exprimer notre sincère reconnaissance envers tous ceux qui ont contribué à cette publication.

Nous remercions vivement les enfants et les jeunes qui ont revu les ébauches initiales du document et relu le texte avec un œil critique, ce qui a permis d'améliorer la conception de cette ressource, notamment : les enfants et les jeunes de la Caring Teens Community (Communauté de prise en charge des jeunes) en Indonésie ; les jeunes du lycée Shokei Gakuin au Japon ; les personnes impliquées dans la campagne **Violence against children** (campagne de lutte contre la violence à l'égard des enfants) du National Children and Youth Advisory Board of Liberia (Conseil consultatif national du Libéria pour les enfants et les jeunes) ; et enfin les membres/responsables de Nakamata aux Philippines.

Nous sommes également très reconnaissants envers les adultes et les organisations ayant appuyé les essais du matériel sur le terrain et la participation des enfants et des jeunes, notamment : Dairisena Arsela et Hellen Citra Dewi (Fondation Sejiwa) ; Mélanie Ramos-Llana (Coalition pour les droits de l'enfant en Asie) ; le Professeur Akihiko Morita de l'Université Shokei Gakuin, conseiller principal pour Save the Children Japon ; Miku Kondo ; Yasuko Sasaki ; Tamba Nyuma (Plan Liberia) ; Nathalia Ngende (responsable de la campagne **Violence against children** pour l'Afrique de l'Ouest) ; Janet Kamara (Défense des enfants,


Libéria) ; Mark Timbang, responsable du plaidoyer du Mindanao Action Group for Child Rights and Protection (Groupe d'action de Mindanao pour la protection et les droits de l'enfant) ; Child Rights Connect ; Plan International ; Save the Children ; le Tambayan Center for Children's Rights, Inc. (Centre de Tambayan pour les droits de l'enfant).

Nous remercions nos partenaires pour leurs précieux commentaires sur les différentes ébauches :

- Jorge Cardona, Comité des droits de l'enfant (CDE)
- Lisa Myers et Anita Goh, Child Rights Connect
- Save the Children
- Plan International
- World Vision

Enfin, nous remercions la Fondation Oak pour son appui financier.

La direction artistique et la conception ont été assurées par Jason Robinson, PlanetYou ; illustrations de Qin Cheng.



Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU chargée de la question de la violence à
l'encontre des enfants
633 - 3rd Avenue, 24th floor
New York, NY 10017
+1 212-824-6322
www.srsg.violenceagainstchildren.org/fr
Version française
Septembre 2014

Chères lectrices, chers lecteurs,

Les gouvernements, les organisations et les personnes du monde entier sont engagés à protéger les enfants et les jeunes et à assurer le respect de leurs droits. Les années ont vu la formulation de bon nombre de promesses et d'engagements importants en vue d'assurer aux enfants une enfance sûre et sans danger. Il est important que vous connaissiez certains de ces engagements et promesses afin de comprendre vos droits et d'avoir une meilleure chance de rester en sécurité, loin de toute violence.

Dans cette publication, vous trouverez des informations sur un ensemble d'engagements visant à protéger les enfants et à les aider quand leurs droits ont été violés. Vous trouverez ces engagements dans un document appelé Protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications (ou OPCP).

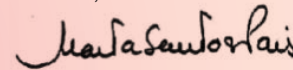
Dans cette publication, vous apprendrez:

1. Ce que sont les Nations unies.
2. Ce que sont une convention et un protocole facultatif.
3. Ce qu'est une procédure de présentation de communications.
4. Et d'autres informations utiles.

Ce livret résume l'OPCP et notamment les principaux points de la version officielle. Cependant, il omet certains détails. Si vous avez d'autres questions, ou si vous devez utiliser l'OPCP à des fins juridiques, nous vous conseillons de vous référer à la version intégrale officielle. Il existe également une ressource intitulée **Speak up for your rights – OP3 CRC** (en anglais, en arabe, en espagnol et en français) qui contient des informations utiles sur l'OPCP à destination des enfants, des jeunes et des organisations d'enfants (vous trouverez tous les liens à la fin de cette publication).

Nous vous encourageons à diffuser largement les informations que vous trouverez dans ce livret, notamment auprès des enfants et des jeunes de votre famille, de votre école et de votre communauté. Nous vous invitons également à partager ces informations au sein de votre réseau en ligne. Utilisez-les pour discuter avec vos amis des moyens que vous disposez pour vous protéger. Les professeurs, les personnes responsables d'enfants et les organisations travaillant pour la protection des droits de l'enfant et la fin des violences y trouveront également des éléments intéressants. Si vous souhaitez plus d'informations sur l'OPCP, ou si vous souhaitez agir, consultez la partie « Recherche et plaidoyer » en fin de publication.

Très amicalement,



Marta Santos Pais, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants



Pour bien commencer

Avant d'en dire plus sur le **Protocole facultatif (OPCP)**, commençons par expliquer certains des mots et questions clés mentionnés dans ce document.

Qu'est-ce que les droits de l'homme ?

Tous les enfants ont les mêmes droits humains. Certains concernent les besoins physiques essentiels qui permettent de grandir et d'être en bonne santé. Par exemple, vous avez le droit à de la nourriture, de l'eau, un logement et des soins essentiels de santé. D'autres droits sont liés à la façon dont les autres peuvent vous traiter. Vous avez le droit d'être traités avec dignité et respect. Certains droits concernent également le fait que vous devez recevoir des soins, vous développer et être inclus au sein de votre communauté. Vous avez le droit à l'éducation, à exprimer vos idées et vos opinions, à accéder à l'information et à participer à la prise de décision pour les questions qui vous concernent. Vous avez également le droit d'être protégés de toute forme de violence, quels que soient votre race, votre couleur de peau, votre sexe, votre langue, votre religion, vos opinions, votre fortune, vos facultés ou votre origine.

Qu'est-ce que les Nations unies ?

L'organisation des Nations unies, ou ONU, est une institution internationale divisée en plusieurs parties et agences. C'est un endroit où tous les pays du monde peuvent débattre de problèmes afin d'y trouver des solutions. L'ONU joue un rôle capital, car elle tente de maintenir la paix et la sécurité internationales, mais elle traite aussi de questions concernant l'environnement, la santé, l'éducation et la protection des enfants, des femmes et des personnes handicapées, entre autres. L'ONU entreprend des actions pour

appuyer les droits de l'homme. Elle rédige des traités, des conventions et des protocoles visant à protéger les jeunes filles et garçons, les femmes, les hommes et même la planète.

Qu'est-ce qu'une convention ?

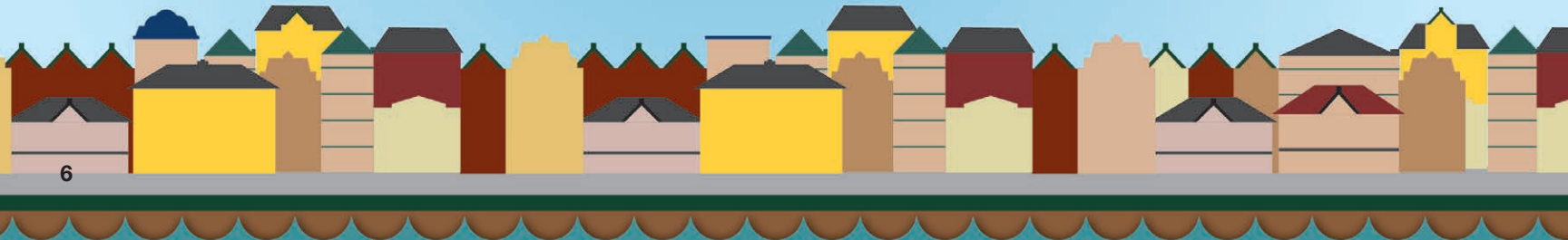
Une convention est un accord légal écrit et signé par les gouvernements pour protéger les jeunes garçons et les jeunes filles, les femmes, les hommes ou la planète. Elle répertorie les promesses faites par les gouvernements à propos d'une question précise (par exemple, les droits des enfants et des femmes). Ces engagements font partie du droit international : ils doivent être respectés et ne servent pas seulement à donner des conseils aux gouvernements.

Qu'est-ce que la Convention relative aux droits de l'enfant ?

Le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant, aussi appelée CDE. La CDE reconnaît les droits fondamentaux de tous les enfants, de tous les jeunes garçons et de toutes les jeunes filles, partout dans le monde. C'est la convention relative aux droits de l'homme la plus acceptée dans le monde.

Qu'est-ce qu'une ratification ?

Quand un gouvernement « ratifie » une convention, cela signifie qu'il est d'accord avec ce texte, qui devient une obligation légale pour ce pays.



En d'autres termes, en ratifiant une convention, un gouvernement promet de respecter les points énoncés dans cette convention.

Qu'est-ce qu'un protocole facultatif ?

Les protocoles facultatifs sont créés pour compléter une convention existante et reconnaître de nouveaux engagements que les gouvernements doivent aussi respecter (par exemple, la protection des enfants contre les violences sexuelles ou le renforcement de la protection des enfants victimes des conflits armés). Les protocoles facultatifs, une fois ratifiés par les gouvernements, ont le même effet qu'une convention et peuvent être utilisés de la même façon.

Par exemple : la Convention relative aux droits de l'enfant comporte trois protocoles facultatifs. Le premier concerne l'implication des enfants dans les conflits armés ; le deuxième, les différentes formes de vente et d'exploitation sexuelle des enfants ; enfin, le troisième concerne les « procédures de présentation de communication » et la façon dont les enfants (ou leurs représentants) peuvent déposer plainte pour violation de leurs droits.

Qu'est-ce qu'une procédure de plainte ?

De nombreuses conventions comportent des « procédures de plainte » ou « procédures de présentation de communication ». Une procédure de plainte est engagée quand une personne ou un groupe de personnes ont le sentiment que leurs droits ont été violés. Elles peuvent déposer une plainte qui est ensuite étudiée par un comité à l'échelle internationale. Dans ce document, les mots « plainte » et « communication » veulent dire la même chose.

Qu'est-ce qu'un comité ?

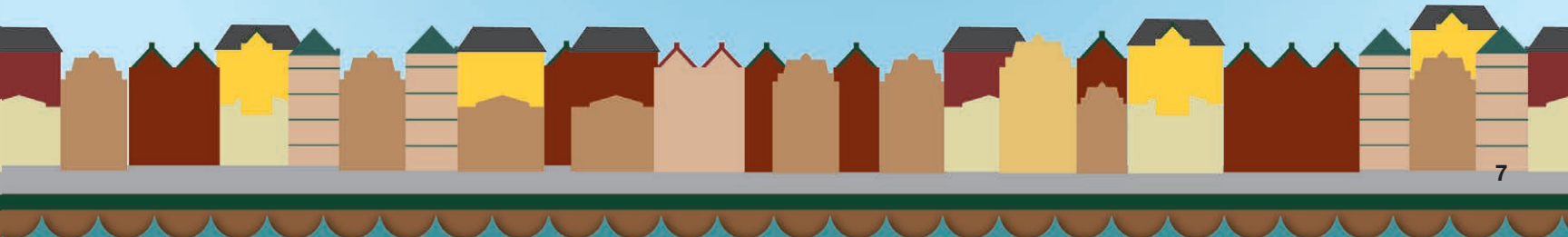
Un comité est un groupe « d'experts indépendants » qui suivent ou observent la façon dont les pays/gouvernements respectent leurs engagements et les promesses faites lors de la ratification de la convention. Ils étudient les rapports et les plaintes, puis prennent des décisions et formulent des recommandations qui peuvent être appliquées pour améliorer une situation (l'expression « experts indépendants » signifie que les membres du comité ne travaillent pas pour un gouvernement ou une organisation en particulier).

Qu'est-ce que le Comité des droits de l'enfant ?

Le Comité des droits de l'enfant est un groupe de 18 experts internationaux des droits de l'enfant qui suivent ou observent la façon dont les pays/gouvernements respectent leurs engagements et les promesses faites lors de la ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant. Tous les gouvernements qui ont ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant doivent envoyer des rapports réguliers au Comité sur la façon dont les droits de l'enfant sont respectés dans leur pays.

Pour en savoir plus

Une grande partie des informations présentes dans cette partie proviennent d'une série de livrets en anglais intitulés What is... (Qu'est-ce que...). Ces dix livrets ont été élaborés pour les enfants et les jeunes et permettent d'expliquer un grand nombre de choses sur l'ONU. Vous trouverez les liens vers les livrets en fin de publication.



L'OPCP en bref

Maintenant, parlons rapidement du Protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, ou OPCP.

Une procédure de plainte est engagée quand une personne ou un groupe de personnes ont le sentiment que leurs droits ont été violés. Elles peuvent déposer une plainte qui est ensuite étudiée par un comité à l'échelle internationale.

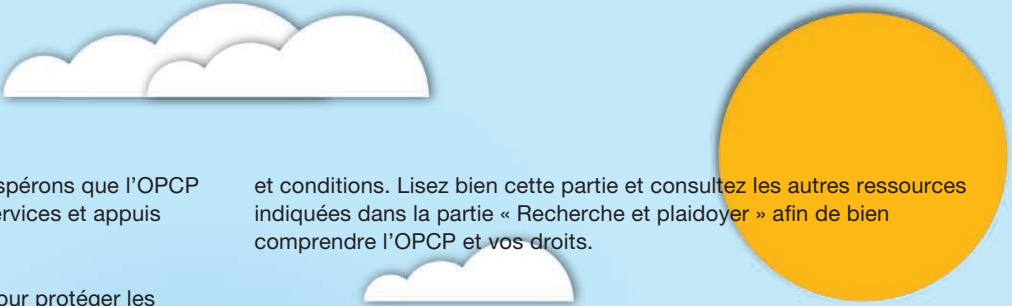
L'OPCP est la procédure de présentation de plaintes à appliquer pour la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant et ses protocoles facultatifs.

Pourquoi l'OPCP est-il important ?

Si les droits d'un enfant ont été violés et que cet enfant ne trouve pas de solution à son problème dans son propre pays, l'OPCP est un moyen pour lui de porter plainte auprès des Nations unies pour abus, violence ou toute autre violation de ses droits.

Cependant, les Nations unies ne sont pas une organisation magique qui peut résoudre tous les problèmes et améliorer toutes les situations. Pour les enfants, la meilleure solution est de disposer de bons appuis et de bons systèmes qui les protègent et garantissent leur sécurité au sein de leur communauté et de leur pays. L'OPCP ne devrait être utilisé qu'en « dernier recours ».

Ce point est important, car l'un des objectifs clés de l'OPCP est d'encourager les gouvernements à créer de bonnes conditions et solutions pour les enfants à l'échelle locale et nationale (par exemple, des systèmes juridiques adaptés aux enfants, des commissaires et des médiateurs pour enfants). La plupart des gouvernements préféreraient résoudre leurs problèmes à l'échelle locale, et ne pas avoir à se rendre



auprès de comités internationaux pour évaluation. Nous espérons que l'OPCP encouragera les gouvernements à créer et améliorer les services et appuis destinés aux enfants dans leur propre pays.

En d'autres termes, si un gouvernement fait ce qu'il faut pour protéger les enfants et apporter de l'aide et des solutions adaptées lorsqu'un enfant est victime d'abus ou que ses droits sont bafoués, l'OPCP ne sera pas nécessaire.

En revanche, si le gouvernement ne remplit pas son rôle de protection des enfants et ne lutte pas contre les violations des droits des enfants, l'OPCP existe et il est possible de déposer une plainte auprès des Nations unies.

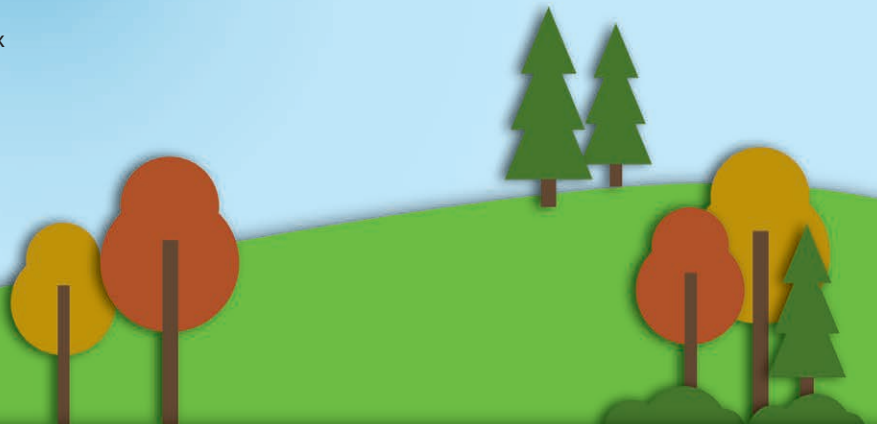
MAIS, il y a quelques règles à suivre et des conditions à respecter.

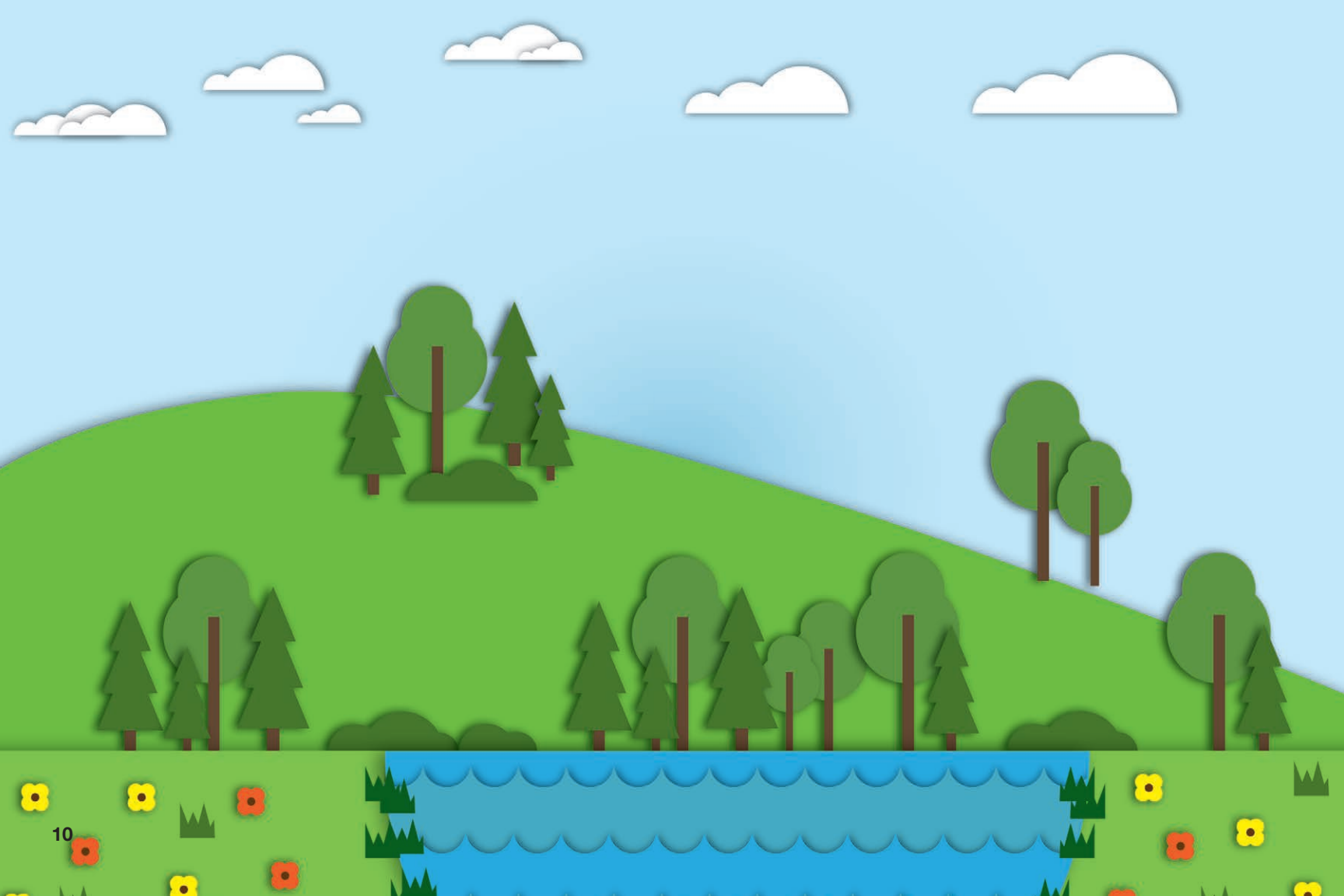
Par exemple :

- votre gouvernement doit ratifier l'OPCP pour que vous puissiez déposer une plainte,
- la plainte doit concerner un droit reconnu par la Convention relative aux droits de l'enfant ou ses protocoles facultatifs,
- si votre gouvernement n'a pas ratifié la Convention ou ses protocoles facultatifs, vous ne pouvez pas déposer de plainte concernant un droit contenu dans ces textes.

La partie suivante, « L'OPCP en détail », donne plus d'informations sur ces règles

et conditions. Lisez bien cette partie et consultez les autres ressources indiquées dans la partie « Recherche et plaidoyer » afin de bien comprendre l'OPCP et vos droits.







L'OPCP en détail

L'OPCP compte 24 articles (ou sections) et est divisé en 4 parties :

Partie I – Dispositions générales

Dans la Partie I, l'OPCP décrit les dispositions générales (ou informations générales) du protocole.

Elle décrit le rôle du Comité des droits de l'enfant et certaines règles élémentaires de l'OPCP.

Partie II – Procédure de présentation de communications

Dans la Partie II, l'OPCP explique comment les plaintes ou « communications » devraient être présentées, et comment le Comité devrait les traiter.

Partie III – Procédure d'enquête

La Partie III explore la façon dont le Comité peut enquêter sur des problèmes ou des violations graves sans nécessairement avoir reçu de plainte au préalable.

Partie IV – Dispositions finales

Cette dernière partie traite d'autres aspects ou détails de l'OPCP.

Par exemple : elle explique comment l'OPCP peut être modifié et comment les informations relatives à l'OPCP devraient être partagées.

Maintenant, développons un peu chaque partie de l'OPCP...



PARTIE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La partie I de l'OPCP contient les dispositions générales (ou règles) pour son fonctionnement). Elle décrit en particulier le rôle du Comité des droits de l'enfant.

Article 1 – Compétence du Comité des droits de l'enfant

Cet article explique que le Comité des droits de l'enfant est l'organe chargé de recevoir et d'étudier les plaintes.

Il explique également que si votre gouvernement n'a pas ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant ou ses protocoles facultatifs, alors vous ne pouvez pas déposer de plainte concernant un droit contenu dans ces textes.

Enfin, si votre gouvernement n'a pas ratifié ce protocole (l'OPCP), vous ne pouvez pas non plus déposer de plainte.



Pour en savoir plus sur la ratification, et pour découvrir si votre gouvernement a ratifié le protocole, consultez le site : www.ratifyop3crc.org/SpeakUp (en anglais).

Article 2 – Principes généraux guidant le Comité dans l'exercice de ses fonctions

Le Comité doit toujours prendre en compte « l'intérêt supérieur de l'enfant ». Cela veut dire que toutes les décisions prises par le Comité doivent être bonnes pour le ou les enfant(s) concerné(s). Le Comité doit s'assurer que les enfants sont protégés de tout préjudice, violence ou abus pendant la durée du processus de plainte, et que les mesures sont prises dans l'intérêt des enfants.

Article 3 – Règlement intérieur

Le Comité a créé un « Règlement intérieur » au titre de l’OPCP. Ces règles expliquent comment le Comité recevra et étudiera les plaintes, et comment il formulera des recommandations destinées aux gouvernements. Le règlement explique ce que le Comité peut ou ne peut pas faire (par exemple, il doit examiner les plaintes le plus tôt possible).

L’article 3 explique également que les règles de fonctionnement et la façon dont le Comité travaille doivent être « adaptées aux enfants » et que les informations doivent être formulées d’une façon qui soit compréhensible par les enfants. Le Comité doit s’assurer que les enfants n’ont pas été manipulés ou utilisés, et que la plainte n’entraînera aucun préjudice pour les enfants. Si le Comité s’inquiète du bien-être et de la sécurité de l’enfant, il peut demander l’adoption de mesures d’urgence ou de mesures spéciales afin de protéger l’enfant.



Vous trouverez une copie du Règlement intérieur (CRC/C/62/3) à l’adresse suivante :
http://www2.ohchr.org/English/bodies/crc/docs/CRC.C.62.3_fr.doc

Article 4 – Mesures de protection

L’article 4 énonce que les gouvernements doivent faire leur possible pour protéger toutes les personnes impliquées dans la procédure de plainte. Ils doivent protéger les droits de toute personne qui déposerait une plainte, ainsi que les membres de sa famille et autres, afin d’empêcher toute forme de mauvais traitements, d’intimidation ou de menaces.

L’identité de la personne déposant la plainte doit également être protégée et ne doit pas être révélée au public, sauf si la ou les personnes en question donnent leur consentement.



Dans la partie II, l'OPCP explique comment les plaintes ou « communications » devraient être présentées, et comment le Comité devrait les traiter.

Article 5 – Communications individuelles

Les types de personnes suivantes peuvent déposer une plainte auprès du Comité :

- Une victime ou un groupe de victimes dont les droits ont été bafoués (y compris des enfants, quel que soit leur âge),
- Une personne représentant l'enfant ou le groupe d'enfants (comme un avocat, un médecin, un ami ou un parent).

Si la plainte est déposée par un représentant légal de l'enfant, alors le représentant légal doit démontrer qu'il a le consentement de la ou des victime(s).

Si le représentant légal de la victime ne peut pas démontrer qu'il a le consentement, il doit y avoir une bonne raison pour cela. Par exemple, la victime ne peut pas donner son consentement parce qu'elle est trop jeune, ou parce qu'on ne sait pas où elle est.

La plainte doit également concerner les droits couverts par la Convention relative aux droits de l'enfant ou ses protocoles facultatifs.

En d'autres termes, il n'est pas possible de déposer une plainte pour une situation qui n'est pas reconnue par la Convention ou par ses protocoles facultatifs. De même, si votre gouvernement n'a pas ratifié la Convention ou ses

protocoles facultatifs, vous ne pouvez pas déposer de plainte contre une violation des droits couverte par la Convention ou ses protocoles.

Article 6 – Mesures provisoires

Les « mesures provisoires » sont des actions qui peuvent être entreprises après qu'une plainte ait été reçue par le Comité, mais avant que celui-ci n'ait étudié la plainte ou pris une décision à son sujet. Si le Comité s'inquiète de la sécurité immédiate d'un enfant, il peut demander au gouvernement de prendre certaines mesures pour le protéger jusqu'à ce que le Comité ait étudié la plainte et formulé ses recommandations finales. De même, si la (ou les personnes) à l'origine de la plainte s'inquiète de sa sécurité, elle peut demander au Comité d'intervenir et de demander au gouvernement de prendre certaines mesures pour protéger l'enfant.

Article 7 – Recevabilité

Avant que le Comité n'étudie une plainte, il doit s'assurer que celle-ci est « admissible », ou permise. Plusieurs raisons peuvent empêcher le Comité d'admettre une plainte en particulier. En voici certaines :

- (a) La plainte ne comporte aucun nom. En d'autres termes, personne ne l'a signée.
- (b) La plainte n'a pas été présentée par écrit, par exemple, par lettre ou courrier électronique.
- (c) La plainte ne concerne pas la violation de droits couverts par la Convention ou ses protocoles facultatifs.



- (d) (La plainte a déjà été examinée par le Comité. Elle ne peut pas être présentée deux fois au même Comité, ou à des comités ou organes différents.
- (e) La ou les personnes présentant la plainte n'ont pas épuisé tous les recours disponibles dans leur propre pays. Cependant, si la procédure de recours dans le pays excède des délais raisonnables ou s'il est peu probable qu'elle permette d'obtenir une réparation, la plainte peut être admise par le Comité.
- (f) La plainte n'est pas accompagnée de preuves tangibles.
- (g) (Les faits mentionnés dans la plainte se sont produits avant que le Protocole (OPCP) n'ait été ratifié et soit entré en vigueur dans le pays concerné. Cependant, si les violations ont continué après la ratification de l'OPCP, la plainte pourra être étudiée.
- (h) La plainte a été présentée trop tard, c'est-à-dire un an après que la décision finale ait été rendue dans le pays d'origine (sauf si vous pouvez prouver qu'il vous était impossible de présenter la plainte dans les temps).

Article 8 – Transmission de la communication

Cet article explique comment le Comité informera le gouvernement concerné par la plainte.

Quand le Comité décide d'étudier une plainte, il informe le gouvernement de cette plainte dès que possible. Le gouvernement doit ensuite s'expliquer auprès du Comité et donner sa version des faits. Le gouvernement doit envoyer sa réponse dès que possible.





Article 9 – Règlement amiable

Au lieu de prendre une décision finale à propos de la plainte, le Comité peut aider toutes les parties concernées (les personnes ayant présenté la plainte et le gouvernement) à réfléchir ensemble à un « règlement amiable », c'est-à-dire une solution qui contente tout le monde. Si un règlement amiable est possible, la procédure de plainte est arrêtée.

Article 10 – Examen des communications

Cet article traite des étapes que le Comité suit pour chaque plainte.


- Le Comité étudie la plainte dès que possible (une fois qu'il a reçu toutes les informations nécessaires).
- Le Comité étudie les plaintes au cours de séances à huis clos.
- Quand le Comité a demandé des « mesures provisoires » (voir article 6), il étudie la plainte encore plus rapidement.
- Si la plainte concerne des droits économiques, sociaux ou culturels (par exemple, le droit à la santé et à l'éducation), le Comité prend en compte les conditions propres à chaque pays, car les ressources et la situation peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre.
- Après avoir étudié la plainte, le Comité transmet dès que possible ses constatations et recommandations à toutes les parties concernées.

Article 11 – Suivi

Cet article traite des mesures que le gouvernement doit prendre après que le Comité ait formulé ses constatations et recommandations à propos de la plainte.

Le gouvernement doit étudier sérieusement les recommandations du Comité. Le gouvernement doit faire part, par écrit, des mesures qu'il va prendre pour se conformer aux recommandations du Comité et pour lutter contre la violation étudiée par le Comité. La réponse du gouvernement doit être envoyée dès que possible et dans un délai de six mois.

Le Comité et le gouvernement se réunissent de temps en temps pour échanger sur la Convention et ses protocoles facultatifs. Le Comité peut profiter de ces réunions pour demander au gouvernement des informations à propos d'une plainte et des mesures prises ou concernant tout règlement amiable ayant été conclu (voir Article 9).



Article 12 – Communications interétatiques

Cet article donne la possibilité à un gouvernement de déposer une plainte contre un autre gouvernement.

Cela veut dire que dans ce cas, ce n'est pas le représentant d'un enfant qui dépose la plainte, mais un gouvernement qui dénonce les violations des droits des enfants commises par un autre gouvernement.

Cependant, cela ne s'applique pas à tous les gouvernements. Par exemple, afin d'utiliser cette option, le gouvernement doit avoir ratifié l'OPCP. De plus, le gouvernement doit accepter le fait que d'autres gouvernements présentent des plaintes contre lui, et il doit les autoriser à le faire. En d'autres termes, ce n'est pas parce qu'un gouvernement a ratifié l'OPCP qu'il accepte nécessairement que d'autres gouvernements présentent des plaintes contre lui.





Articles 13 et 14

La partie III (articles 13 et 14) explore la façon dont le Comité peut enquêter sur des problèmes ou des violations graves sans nécessairement avoir reçu de plainte au préalable.

Cette « procédure d'enquête » diffère de la « procédure de plainte ».

Si le Comité reçoit des informations indiquant que des enfants sont soumis à des risques et des dangers graves et répétés, ou s'il reçoit des informations sur la violation de leurs droits, alors le Comité peut enquêter sur cette situation.

Le gouvernement est invité à appuyer l'enquête et est informé à tous les stades de la procédure. Cette enquête reste confidentielle.

Le Comité peut mettre en place une petite « équipe » pour enquêter sur la situation. Il peut décider de la nécessité d'une visite sur place, mais cette visite ne peut être effectuée qu'avec l'accord du gouvernement.

Une fois l'enquête terminée, le Comité partage son rapport et ses recommandations avec le gouvernement dans les meilleurs délais. Le gouvernement doit alors répondre au Comité dès que possible et dans un délai de six mois. De temps en temps, le Comité peut demander au gouvernement de l'informer sur les mesures éventuellement prises pour améliorer la situation.

Cependant, avant que le Comité ne puisse enquêter, le gouvernement concerné doit avoir ratifié l'OPCP. De plus, quand un gouvernement ratifie l'OPCP, il peut décider de ne pas accepter la conduite de « procédures d'enquête ». Cela veut dire que les procédures d'enquête ne peuvent pas être menées dans ces pays.

Si un gouvernement accepte la possibilité des « procédures d'enquête », il peut revenir sur sa décision à tout moment et décider de ne plus les accepter.



Articles 15 à 23

Cette dernière partie traite d'autres dimensions ou aspects de l'OPCP. Par exemple, elle explique comment l'OPCP peut être modifié et comment les informations relatives à l'OPCP devraient être partagées. Elle comprend notamment les points suivants :

Coopération :

Avec la permission d'un gouvernement, le Comité peut demander à des experts extérieurs (par exemple, d'autres agences de l'ONU, des médiateurs pour enfants ou des organisations non gouvernementales) d'apporter aide et conseils à propos d'une plainte afin d'améliorer la situation dans le pays.

Rapports :

Tous les deux ans, le Comité doit présenter un rapport sur ses activités à l'Assemblée générale des Nations unies (le principal organe de l'ONU).

Diffusion d'informations :

Les gouvernements doivent fournir des renseignements sur l'OPCP à tous les enfants et adultes, y compris les enfants souffrant de handicap. La population doit connaître l'OPCP et savoir comment l'utiliser, et ces informations doivent être présentées d'une manière qui soit facilement compréhensible par les enfants.

Entrée en vigueur :

L'OPCP ne peut être appliqué tant qu'il n'a pas été ratifié par 10 gouvernements. De plus, quand un gouvernement l'a ratifié, il s'écoule un délai de trois mois avant que les plaintes puissent être déposées.

➡ Pour en savoir plus sur la ratification, et pour découvrir si votre gouvernement a ratifié le protocole, consultez le site : www.ratifyop3crc.org/SpeakUp (en anglais).

ÉTAPES D'UNE PROCÉDURE DE PLAINTE



PLAINTÉ/COMMUNICATION
(quelqu'un dépose une plainte
auprès du Comité)

Plainte acceptée

La plainte ne peut être acceptée

La plainte est étudiée pour vérifier qu'elle peut être acceptée par le Comité et qu'elle est « admissible » (voir article 7)

La plainte est acceptée et étudiée par le Comité

Le Comité informe l'État/le
gouvernement qu'il a reçu une plainte

L'État/le gouvernement envoie une
réponse au Comité

Dans les 6 mois

Le Comité donne son avis et émet des
recommandations

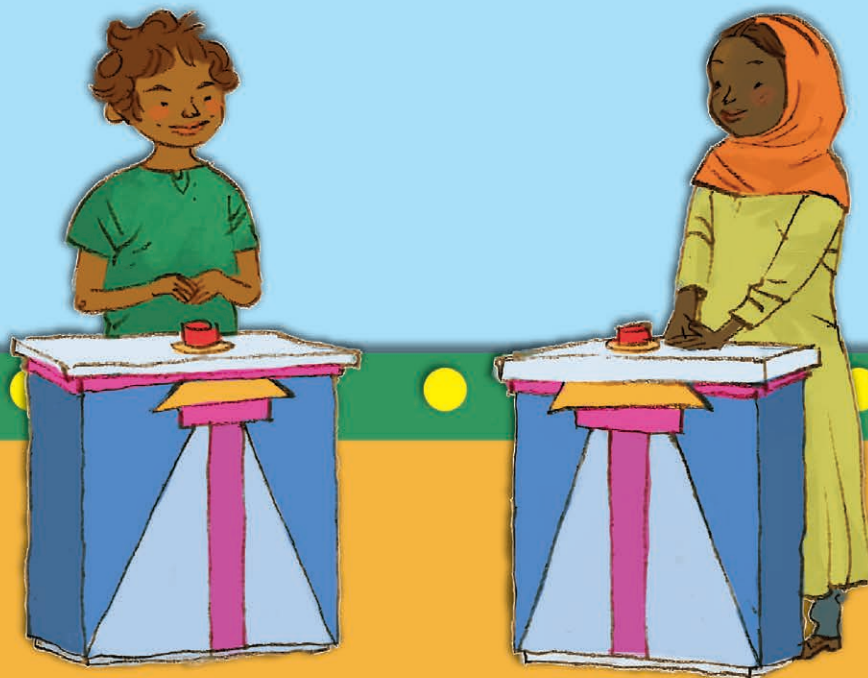
Un « règlement amiable » est conclu
(voir article 9)

Dans les 6 mois

L'État/le gouvernement envoie une
réponse au Comité

Suivi

TESTEZ VOS CONNAISSANCES



QUESTIONS À CHOIX MULTIPLES

Entourez la bonne réponse aux questions suivantes :

1

Vous avez le droit :

- a) A de la nourriture, de l'eau, un logement et des soins de santé
- b) A être protégés de toutes formes de violences
- c) A recevoir une éducation et à participer aux décisions prises à propos de questions qui vous concernent
- d) Les trois réponses antérieures sont correctes

2

Le Comité étudiera toutes les plaintes qu'il reçoit :

- a) Dans les cinq ans
- b) Quand il le voudra
- c) Dès que possible (dans les six mois)
- d) Dans les 10 jours

3

Quand le Comité étudie une plainte, il :

- a) En informe immédiatement les médias (télé et radio)
- b) Partage le contenu de la plainte avec le plus grand nombre de personnes possible
- c) Ne partage aucune information avec le gouvernement ou l'État
- d) Aucune des trois réponses antérieures

4

Une plainte ne peut être déposée au Comité que :

- a) Par la victime
- b) Par un groupe de victimes
- c) Par un représentant de la victime ou du groupe de victimes
- d) Les trois réponses antérieures sont correctes

VRAI OU FAUX

Entourez « vrai » ou « faux » pour les phrases ci-dessous.



VRAI



FAUX

1

Même si le pays où vit la victime n'a pas ratifié l'OPCP, celle-ci peut quand même présenter une plainte au Comité.

VRAI

FAUX

2

Le Comité doit s'assurer que le ou les enfants sont protégés de tout préjudice, violence ou abus pendant toute la durée de la procédure de plainte..

VRAI

FAUX

3

Le Comité peut étudier absolument toutes les plaintes qu'il reçoit.

VRAI

FAUX

4

Le Comité peut tenter d'aider la ou les victimes et le gouvernement à trouver « un règlement amiable ».

VRAI

FAUX

5

Une victime peut adresser une plainte au Comité si dans son propre pays, les procédures sont trop longues pour trouver une solution.

VRAI

FAUX

6

La Convention relative aux droits de l'enfant comporte quatre autres protocoles facultatifs.

VRAI

FAUX

7

Les gouvernements qui ratifient l'OPCP ne peuvent pas refuser la conduite de « procédures d'enquête ».

VRAI

FAUX

8

Procédure de présentation de communications et « procédure de plainte » veulent dire la même chose.

VRAI

FAUX

MOTS MÊLÉS

Chaque phrase comporte un mot-mystère dont les lettres sont mélangées.

Essayez de retrouver le mot en remettant les lettres dans l'ordre pour compléter les phrases.

1

La _____ de présentation de communication fait partie d'un grand nombre de conventions des Nations unies.

(OCEPRRUDE)

2

Le Comité des droits de l'enfant est un groupe d'_____ sur les droits de l'enfant.

(TERPXSE)

3

Les plaintes ne peuvent être présentées au Comité que par des personnes dont le pays a _____ l'OPCP.

(IAFETRI)

EXEMPLE

Un autre mot souvent utilisé pour dire communication est le mot _____ . **(PAELINT)**

Réponse : Un autre mot souvent utilisé pour dire communication est le mot **PLAINT**

4

L'article 13 de l'OPCP traite des « procédures d'enquête » en cas de _____ très graves des droits.

(LSAVINOTIO)

5

Presque tous les pays du monde sont membres des _____.

(SNOAITN NUSEI)

MOTS CACHÉS

Essayez de trouver les mots cachés dans la grille.

Les mots peuvent aussi être écrits de droite à gauche, de haut en bas, de bas en haut ou en diagonale.

- OPCR
- Comité
- Mécanisme
- Plainte
- Enquête
- Protocole
- ~~Droits~~
- Provisoire
- Ratifier
- ONG

P	R	O	V	I	S	O	I	R	E
E	P	L	A	I	N	T	E	R	I
E	R	E	I	F	I	T	A	R	N
T	O	J	E	L	N	U	A	I	S
E	T	E	U	Q	N	E	O	R	T
T	O	Z	A	N	D	N	G	I	I
I	C	A	I	T	G	L	I	K	O
M	O	H	N	P	C	P	O	O	R
O	L	T	T	G	A	D	C	T	D
C	E	M	S	I	N	A	C	E	M

QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Réfléchissez aux questions ci-dessous :

Pensez-vous que le troisième Protocole facultatif de la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications est utile ?
Pouvez-vous expliquer pourquoi ?

Comment l'OPCP peut-il aider les gens à mieux comprendre les droits de l'enfant ?

Pensez-vous que l'OPCP comporte des problèmes ? Expliquez pourquoi.





Avez-vous d'autres questions sur l'OPCP ?

Notez vos questions et discutez-en avec une personne de confiance, qui pourra vous aider à trouver les réponses.

Connaissez-vous quelqu'un qui serait intéressé par l'OPCP et voudrait en savoir plus, et que pouvez-vous faire pour l'aider ?



RECHERCHE ET PLAIDOYER

Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants

La Représentante spéciale est une porte-parole indépendante qui œuvre au niveau mondial pour la prévention et l'élimination de toutes les formes de violence à l'encontre des enfants. <http://srsg.violenceagainstchildren.org/fr>

Déposer une plainte :

Pour savoir quand et comment déposer une plainte, consultez ce site en anglais :

<http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/TBPetitions/Pages/HRTBPetitions.aspx>

OPCP

Texte complet et officiel de l'OPCP :

<https://treaties.un.org/doc/source/signature/2012/a-res-66-138-french.pdf>

Ratification de l'OPCP

Pour en savoir plus sur la ratification, et pour découvrir si votre gouvernement a ratifié le protocole, consultez le site www.ratifyop3crc.org/SpeakUp (en anglais).

Plus d'informations sur l'OPCP

Les organisations pour les droits de l'enfant du monde entier collaborent pour partager des informations et promouvoir des actions dans le cadre de l'OPCP. Sur ce site en anglais, vous trouverez une partie des supports et pourrez en apprendre plus sur l'OPCP : www.ratifyop3crc.org

Ce site contient également des ressources utiles sur les questions fréquemment posées sur l'OPCP et les outils de plaidoyer destinés aux groupes souhaitant inciter les gouvernements à ratifier l'OPCP :

<http://www.ratifyop3crc.org/material/>

http://ratifyop3crc.org/2014/04/15/francais-answers-to-key-questions-about-the-optional-protocol/#.U1ObolV_s1I

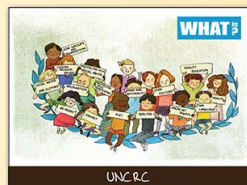
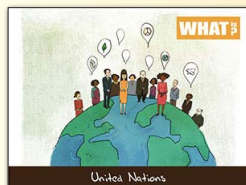
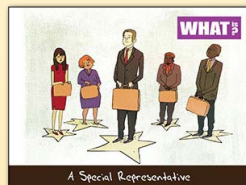
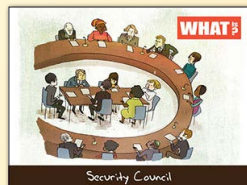
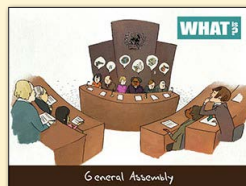
Les différents groupes et organisations peuvent utiliser des noms différents pour parler de l'OPCP. Par exemple, le Comité des droits de l'enfant utilise le sigle OPIC, mais d'autres utilisent le terme OP3 CRC ou encore 3e Protocole facultatif (PF)

Règlement intérieur de l'OPCP

Il existe un document de l'ONU qui définit et explique la façon dont le Comité reçoit et étudie les plaintes, et comment il formule les recommandations destinées aux gouvernements. Il est disponible ici : http://www2.ohchr.org/English/bodies/crc/docs/CRC.C.62.3_fr.doc

Livrets What is... (Qu'est-ce que...)

Il existe une série de livres en anglais intitulés What is... (Qu'est-ce que...). Ces dix livrets ont été élaborés pour les enfants et les jeunes et ont pour but d'expliquer différents aspects des Nations unies.



Par exemple :

- Qu'est-ce que... les Nations unies ?
- Qu'est-ce que... l'Assemblée générale de l'ONU ?
- Qu'est-ce que... le Conseil de sécurité ?
- Qu'est-ce que... le Conseil des droits de l'homme ?
- Qu'est-ce que... une convention et un traité ?
- Qu'est-ce que... la participation des enfants ?
- Qu'est-ce que... un représentant spécial ?
- Qu'est-ce que... une résolution omnibus ?
- Qu'est-ce que... une procédure de plainte concernant la CDE ?
- Qu'est-ce que... la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant ?

Visitez le site : <http://resourcecentre.savethechildren.se/start/library> pour trouver tous les livres de la collection What is... . Une fois sur le site, entrez « What is... » dans la barre de recherche pour trouver la liste des livrets.

Convention relative aux droits de l'enfant

Pour en savoir plus sur la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant et sur vos droits, vous pouvez consulter le livret mentionné au paragraphe précédent, ou lire la convention traduite en 58 langues sur le site <http://www.unicef.org/magic/briefing/uncor.html>.

Ce site inclut un lien vers le texte officiel ainsi que des versions compréhensibles pour tous les types de lecteurs.

Mon guide pour faire un rapport sur la CDE

Ce guide est destiné aux enfants et adolescents qui veulent expliquer au Comité des droits de l'enfant des Nations unies comment les droits des enfants sont respectés dans leur pays. Ce guide est disponible à l'adresse suivante :

<http://resourcecentre.savethechildren.se/sites/default/files/documents/6556.pdf>

Let us follow the Road Map to end violence against children (Suivons la feuille de route pour mettre fin aux violences contre les enfants)



Ce livre, disponible en anglais et en espagnol, présente l'étude menée par les Nations unies sur les violences auxquelles sont confrontés les enfants et les jeunes, ainsi que les recommandations formulées à l'intention des pays afin de prévenir et mettre un terme à toutes les formes de violence à l'encontre des enfants. Il décrit également les activités de suivi des recommandations de l'étude.

<http://resourcecentre.savethechildren.se/content/library/documents/let-us-follow-road-map-end-violence-against-children>

Les ressources suivantes se trouvent (en anglais) sur le site :
<http://resourcecentre.savethechildren.se/start/library>

One Step Beyond – Advocacy Handbook for Children and Young People (Un pas en avant – Livret pour le plaidoyer à destination des enfants et des jeunes)



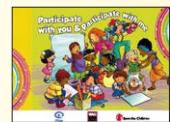
Ressource destinée aux plus jeunes (7-12 ans), afin de leur apprendre à connaître et à comprendre les types de violence auxquels les enfants sont confrontés partout dans le monde, et de leur donner des idées sur la façon dont ils peuvent se protéger contre ces violences.

Safe you and Safe me (Protège-toi et protège-moi)



Ressource destinée aux plus jeunes (7-12 ans), afin de leur apprendre à connaître et à comprendre les types de violence auxquels les enfants sont confrontés partout dans le monde, et de leur donner des idées sur la façon dont ils peuvent se protéger contre ces violences.

Participate with You and Participate with Me (Participe avec moi et participe avec toi)



Cet ouvrage vise à inciter tous les moins de 18 ans à en apprendre plus sur la participation des enfants et des jeunes dans tous les aspects de la vie et de la société, ainsi que sur

ce que les gouvernements nationaux et locaux font pour s'assurer que ces droits sont respectés.



Equal You and Equal Me (Toi et moi, égaux)

Ce livret donne des informations sur la discrimination, pourquoi elle se produit et comment elle affecte les enfants.

Our Right to be protected from Violence: Activities for Learning and Taking Action for Children and Young People

(Notre droit à être protégés des violences : activités pour l'apprentissage et la prise d'actions des enfants et des jeunes)



Cet ouvrage vous donnera plus d'informations sur l'Étude du Secrétariat général des Nations unies sur la violence contre les enfants. Il répertorie également différentes activités pouvant être menées pour connaître les problèmes liés aux violences dirigées contre les enfants, et il vous donnera des idées d'activités afin de passer à l'action.

United Nations Secretary-General's Study on Violence against Children – Adapted for Children and Young People (Étude du Secrétariat général des Nations unies sur la violence contre les enfants – adapté aux enfants et aux jeunes)



Résumé adapté aux enfants du rapport officiel de l'étude de l'ONU ainsi que de ses recommandations, y compris un glossaire très utile pour aider à expliquer certains des termes que vous pourrez rencontrer en lisant ou en débattant sur la question des violences dirigées contre les enfants.

World Report on Violence against Children (Rapport mondial sur la violence à l'encontre des enfants)

C'est un rapport plus détaillé (364 pages) décrivant les causes des violences dirigées contre les enfants ainsi que leurs effets. Il donne également plus d'informations sur les violences au sein du foyer et de la famille, mais également sur le lieu de travail, dans les écoles, les systèmes judiciaires et les services sociaux, ainsi qu'au sein de la communauté.



RÉPONSES AUX TESTS DE CONNAISSANCES

QUESTIONS À CHOIX MULTIPLES :

1. Réponse (d)
2. Réponse (c)
3. Réponse (d)
4. Réponse (d)

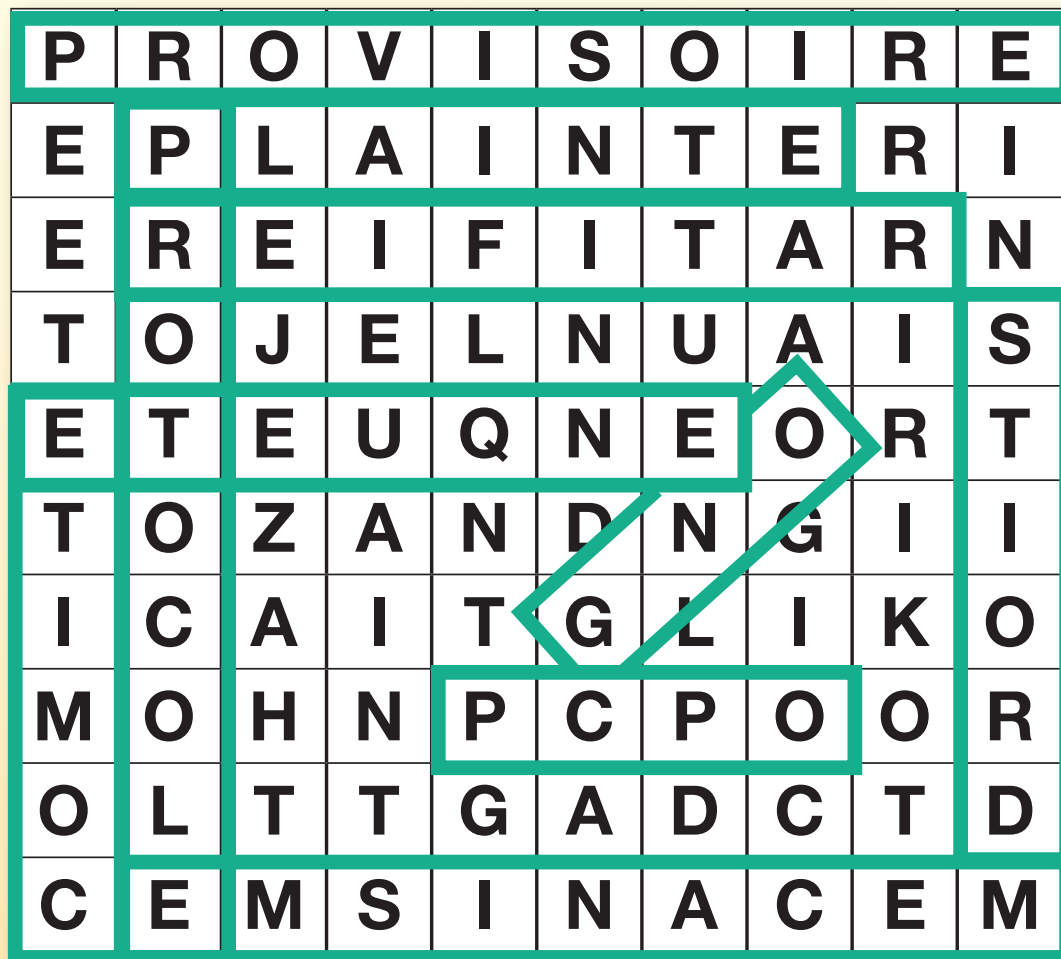
VRAI OU FAUX :

1. FAUX
2. VRAI
3. FAUX
4. VRAI
5. VRAI
6. FAUX
7. FAUX
8. VRAI

MOTS MÊLÉS :

1. Procédure
2. Experts
3. Ratifier
4. Violations
5. Nations unies

MOTS CACHÉS :



This image shows a single sheet of white paper with horizontal blue ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.



La Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants est une porte-parole indépendante qui œuvre à l'échelle mondiale pour la prévention et l'élimination de toutes les formes de violence à l'encontre des enfants, qui mobilise des actions et des appuis politiques afin de permettre au monde entier de progresser. Le mandat de la Représentante spéciale est ancré dans la Convention relative aux droits de l'enfant et dans d'autres instruments sur les droits de l'homme, et est encadré par l'Étude des Nations unies sur la violence contre les enfants.

<http://srsg.violenceagainstchildren.org/fr>

<http://facebook.com/martasantospaispage>

<http://twitter/srsgvac>

<http://youtube.com/srsgvac>